

300 Mauriciens déjà au Canada pour travailler

■ XLD : « Le départ pour la France a eu lieu il y a quelques jours »

Le ministère de l'Intégration sociale et de l'Autonomisation économique, en collaboration avec le Bureau international de la migration, poursuit sa campagne de vulgarisation de la migration circulaire. Ce programme donne l'occasion aux Mauriciens de travailler au Canada et en France pour une période déterminée. À ce jour, ils sont 300 Mauriciens à s'être rendus au Canada. « Le premier départ pour la France a eu lieu il y a quelques jours », a indiqué Xavier-Luc Duval ce matin lors d'une conférence de presse à son bureau.

Pour bénéficier du programme de migration circulaire, l'intéressé doit d'abord trouver un emploi dans un des secteurs proposés selon une liste préétablie. La recherche d'emploi peut se faire avec le soutien de l'Empowerment Foundation. Il suffit de s'inscrire sur le site d'emploi de la fondation à l'adresse **sms-jobs.mu** ou d'envoyer un sms sur le 8627. La personne sera ensuite contactée par l'organisme.

En fonction des offres compatibles à la demande du candidat, une présélection est faite par un panel composé de représentants de plusieurs ministères mauriciens. Chaque candidat passe ensuite par un entretien d'embauche de l'employeur du pays d'accueil qui se fait soit par internet soit en direct. Le ministre de l'Intégration sociale et de l'Autonomisation économique Xavier-Luc Duval indique qu'une délégation canadienne de la province de Saskatchewan était à Maurice du 16 au 23 mars. 22 des 38 personnes convoquées ont été retenues. À la suite de cet exercice, les sélectionnés suivent une formation pré-départ. La maîtrise de la langue du lieu d'accueil est un plus pour le candidat. Ceux qui vont en France ou au Québec doivent maîtriser le français et pour les autres provinces canadiennes soit Alberta, Manitoba ou Saskatchewan,

l'anglais. Le président de la NEF Robert Desvaux indique que la formation comprend aussi une remise à niveau en langue. Une connaissance technique des filières demandées, la disposition du candidat à travailler après les heures normales et la possibilité de s'adapter à un environnement de travail moderne avec des équipements dotés d'une technologie de pointe et d'avoir en sa possession une équivalence de ses compétences acquises reconnues par la Mauritian Qualifications Authority (MQA), à l'exception de ceux qui disposent d'une formation requise par le Canada, sont les différents avantages du programme.

Xavier-Luc Duval rappelle que le programme avec le Canada date de mars 2008 et s'appuie sur un accord signé entre le gouvernement mauricien, l'OIM et les Employeurs pour le Canada. À ce jour, 300 Mauriciens en ont été bénéficiaires. Le programme est considéré comme un succès par le ministre de l'Intégration sociale et de l'Autonomisation économique car, « *uniquement 12 personnes sont rentrées avant la fin de leur contrat* ». Quarante-trois autres viennent de rentrer au pays, leur contrat étant arrivé à termes.

La migration circulaire est une stratégie adoptée par le



Le chairman de la NEF Robert Desvaux et le VPM Xavier-Luc Duval lors de la conférence de presse ce matin

gouvernement dans le cadre de sa politique de restructuration économique en vue de diversifier l'économie. Les avantages sont doubles. Pour le pays, il lui procure une main-d'œuvre qualifiée après l'expertise acquise à l'étranger car les bénéficiaires doivent obligatoirement rentrer à l'expiration du contrat. Pour le candidat, en sus du professionnalisme acquis qu'il réinvestit dans le pays, il revient avec « un

capital ». Concernant la France, Xavier-Luc Duval indique que les bénéficiaires sont accompagnés financièrement pour se relancer une fois leur retour.

Le programme pour la France est récente, l'accord ayant été signé en janvier de cette année entre le NEF et l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

MUNAVVAR NAMDARKHAN

Canada : hausse de la demande d'employés

Le ministre de l'Intégration sociale et de l'Autonomisation économique indique qu'il y a une hausse de la demande pour les employés mauriciens au Canada. Xavier-Luc Duval souligne que pour la seule province de Saskatchewan, la demande est de 200 migrants tous les trois mois, soit 800 par an. Il annonce le départ proche d'une centaine de Mauriciens pour le Québec.

Si au départ, la demande concernait essentiellement l'industrie de la viande et la construction, il y a une mutation dans la demande pour l'hôtellerie. Les secteurs concernés, surtout pour la province de Saskatchewan, sont les travaux de bâtiments, les matériels de construction routière, les équipements agricoles, l'entretien, la mécanique et l'électronique ; l'hôtellerie ; les industries minière, pétrolière et gazière ; la recherche, le high tech et les services de santé. La période de placement au Canada est de deux ans, renouvelable.

Pour la France, selon l'accord signé entre la National Empowerment Foundation et l'Office français de l'immigration et de l'intégration, 850 personnes par an peuvent se rendre dans l'hexagone pour une période maximale de 18 mois, renouvelable. La France pourvoit 500 postes dans les domaines de l'agriculture, la construction et l'hôtellerie ; 200 pour de jeunes professionnels, détenteurs d'un diplôme d'une institution technique (MITD, lycée polytechnique ou universitaire). Xavier Duval informe les étudiants mauriciens en France qu'ils ont la possibilité de bénéficier du programme en vue d'acquies l'expertise française. Pour ce, ils doivent prendre contact avec la NEF et faire leur demande. Pour l'industrie de l'art, 150 places sont disponibles et concernent les artistes, athlètes, musiciens, chercheurs ou conférenciers.

Mission mauricienne au Canada

En vue de faire connaître Maurice et les possibilités que leur propose le pays en termes de personnel, la National Empowerment Foundation en collaboration avec le bureau de l'Organisation internationale de la migration à Maurice (IOM) organise des missions à intervalle de quatre mois au Canada. C'est aussi une manière de faire le suivi avec les Mauriciens qui ont fait le déplacement pour ce pays et de procéder à une évaluation systématique pour remettre à jour la formation et le soutien destinés aux candidats.